

Coorganisatrice du huitième Congrès sur la formation professionnelle qui s’est tenu à Lausanne, la sociologue Nadia Lamamra pointe la souffrance subie par certain·es apprenti·es

Des apprenti·es sous pression

PROPOS RECUEILLIS PAR
GUY ZURKINDEN

Travail ► Deux cents chercheur·ses, venu·es du monde entier, avaient fait le déplacement à Lausanne pour participer au huitième Congrès sur la formation professionnelle, du 3 au 5 septembre. Organisé par la Haute Ecole fédérale en formation professionnelle (HEFP), en collaboration avec l’université de Lausanne et la Haute Ecole pédagogique du canton de Vaud, l’événement s’est notamment penché, sans complaisance, sur le modèle suisse d’apprentissage. Présenté souvent comme une *success story*, suscitant un intérêt croissant à l’étranger (lire ci-dessous), le système dual, combinant pratique en entreprise et école, n’est en effet pas exempt de contradictions. Dans certains métiers, la pression à la productivité peut avoir des conséquences déléteres sur les jeunes salarié·es, ce qui explique en partie le taux élevé de rupture de contrats. Autrice de plusieurs ouvrages¹ sur la question, la sociologue Nadia Lamamra, professeure à la HEFP, plaide pour une amélioration des conditions de travail et de formation ainsi que pour le droit de choisir sa voie. Elle a répondu aux questions du *Courrier*.



Plusieurs métiers féminisés, comme coiffeuse, combinent des facteurs de pénibilité tant physiques que psychiques. KEYSTONE

On entend régulièrement des discours évoquant le «recul» de la formation professionnelle. Qu'en est-il?
Nadia Lamamra: Contrairement à ce que véhiculent certaines thèses dénonçant une prétendue académisation de la société suisse, la situation est plutôt stable. En moyenne, près de deux tiers des jeunes choisissent la voie de l'apprentissage après l'école obligatoire. Avec de fortes disparités régionales. En Suisse romande et au Tessin, les jeunes empruntent plus souvent la voie du gymnase et des écoles à plein temps. Tandis qu'en Suisse allemande, la formation duale l'emporte largement. Ce n'est pas toujours le reflet d'un choix: certains cantons alémaniques appliquent une forme de *numerus clausus* limitant l'accès au gymnase.

Un nombre élevé de jeunes interrompent leur apprentissage. Pourquoi?
En moyenne, entre 20% et 24% des apprenti·es résilient leur contrat d'apprentissage. Ce phénomène est en partie la conséquence d'un système qui impose le choix d'un métier de manière précoce, vers 14-15 ans déjà. Pour une proportion significative des jeunes, l'interruption de la formation est aussi révélatrice d'une souffrance vécue sur le lieu travail. Tous les arrêts ne sont pas des ruptures: certains permettent d'affiner le choix, d'autres de changer d'entreprise en restant dans le même métier.

Quelles en sont les raisons?
La transition de l'école au monde du travail peut être très dure. Elle se traduit notamment par une chute de la durée

des vacances, des horaires plus astreignants et une réduction du temps passé sur le lieu de formation. Des jeunes nous ont ainsi indiqué qu'ils avaient dû arrêter le sport en raison de leur nouvel emploi. Une relation difficile avec le collectif de travail ou le maître d'apprentissage ainsi que le décalage entre les attentes et la réalité du métier «choisi» sont d'autres motifs récurrents. Parfois, les valeurs éthiques du/de la jeune et celles de l'entreprise peuvent être en tension.

Qu'en est-il des conditions de travail?
Le stress et la pression à la productivité sont les premiers éléments

mentionnés par les jeunes lorsqu'on parle de leur santé, et notamment lorsqu'elles ou ils résilient leur contrat. Les interruptions sont d'ailleurs plus fréquentes dans les secteurs marqués par une forte pénibilité physique et/ou stress: métiers du bâtiment ou de l'automobile, nettoyage, hôtellerie-restauration, esthétique.

Nous avons été frappé·es par la banalisation des atteintes à la santé des jeunes travailleur·ses dans leur entourage professionnel.

Certains secteurs sont-ils particulièrement à risque?
Les apprenti·es et les jeunes travailleur·euses sont surex-

posé·es au risque d'accident sur le lieu de travail. Leur santé est particulièrement mise à épreuve dans les secteurs combinant des facteurs de pénibilité physiques et psychiques. C'est le cas de plusieurs métiers féminisés. Les assistant·s en soins et en santé communautaires, par exemple, doivent déplacer des patient·es tout en faisant preuve de grandes compétences socio-relacionnelles. Les coiffeuses restent toute la journée debout les bras levés, et sont exposées à des produits chimiques. En parallèle, elles doivent gérer une charge émotionnelle intense lorsque des client·es leur font des confidences intimes.

En 2019, une enquête du syndicat Unia indiquait que 33% des apprenti·es interrogé·es avaient été victimes de harcèlement sexuel au travail.
Dans certains métiers féminisés, le phénomène a une régularité effrayante. Des apprenties travaillant dans les soins à domicile nous ont expliqué qu'elles étaient confrontées à un nombre si élevé de situations de harcèlement, souvent de la part de patient·es, qu'elles avaient fait une liste séparant les comportements «acceptables» de ceux qui ne l'étaient pas. Cette problématique est renforcée par le jeune âge des personnes en formation. Elle doit être prise très au sérieux.

Le modèle dual, nouveau produit d'exportation?

«Depuis la publication, en 2010 et 2014, de rapports de l'OCDE faisant son éloge, le système de formation professionnelle suisse a gagné en visibilité à l'étranger. Et à partir de 2010, la coopération au développement helvétique a mis un accent important sur l'apprentissage, désormais intégré à une septantaine de projets», souligne Mergim Jahiu, Senior International Advisor à la Haute Ecole en formation professionnelle et président du Forum suisse pour la formation professionnelle et la coopération internationale (FoBBIZ). L'apprentissage dual tel qu'il est pratiqué en Suisse est-il devenu un nouveau produit d'exportation? C'était le thème d'une table ronde, coorganisée avec la Direction du développement et de la coopération dans le cadre du congrès.

Le débat a été précédé par la présentation de trois études de terrain, portant sur des expériences en Bulgarie, en Macédoine du Nord et en Afrique de l'Ouest. «Ces enquêtes montrent les défis posés par le développement de la formation

professionnelle dans d'autres Etats. Il faut en effet déconstruire l'idée qu'il est possible d'exporter le système suisse tel quel. Chaque système éducatif est ancré dans un contexte spécifique», indique Mergim Jahiu. L'expert international insiste aussi sur l'importance de donner la parole aux jeunes pour qu'ils et elles puissent évoquer leurs aspirations et les difficultés rencontrées sur leur lieu de formation – des questions au cœur de l'étude menée en Afrique de l'Ouest.

Pour le président du FoBBIZ, le système dual peut être un atout pour le développement. Il propose en effet une formation en prise avec la réalité de l'emploi, loin de la «bulle scolaire». Dans des pays marqués par l'informalité du labeur, des expériences menées avec l'Organisation internationale du travail ont aussi permis de favoriser la reconnaissance des qualifications de jeunes travailleur·ses. Dans cet objectif, un échange avec l'expérience helvétique peut se révéler intéressant. «Le succès de l'exercice dépendra cependant

en grande partie des acteurs locaux et du contexte. L'objectif n'est pas d'imposer une vision helvétique qui pourrait être perçue comme néocoloniale», précise Mergim Jahiu.

L'expert souligne aussi l'apport de ces échanges pour la Suisse: «On peut apprendre d'autres pays. Singapour nous a ainsi beaucoup enseigné sur la formation des adultes.» Car le modèle helvétique, souvent présenté comme un succès, recèle aussi des faiblesses: «Le système des passerelles, permettant en théorie de commencer avec un apprentissage et de finir avec un doctorat, a fait des pas en avant. Mais cette belle promesse est loin d'être entièrement acquise.» Mergim Jahiu souligne aussi l'importance des mesures d'accompagnement et de protection destinées aux apprenti·es. «Notre but est de rapprocher le monde de la recherche et celui de la pratique, de manière critique et ouverte. Mais sans idéaliser le modèle helvétique», conclut le président de FoBBIZ.

GZN

Vos recherches soulèvent aussi le problème de l'encadrement.
Septante-six pour cent des maître·ses d'apprentissage interrogé·es dans une étude précédente ne disposaient d'aucun temps libéré pour la formation. C'est un paradoxe: la Suisse se dit fière de son système dual, mais ses acteur·ices clés n'ont pas les conditions cadres nécessaires pour bien remplir leur tâche! Depuis peu, et également à la suite de nos études, des formations destinées aux maître·ses d'apprentissage voient le jour.



«Dans certains métiers, le harcèlement sexuel a une régularité effrayante»

Nadia Lamamra

Quelles sont les pistes d'amélioration?
Il faut garantir de meilleures conditions de travail et de formation. L'Union syndicale suisse demande huit semaines de vacances pour les apprenti·es. La Fédération vaudoise des entrepreneurs a démarré un projet pilote prévoyant dix semaines de vacances la première année, huit la deuxième et six la troisième. Ces initiatives vont dans le bon sens.

La mise sur pied de modèles plus souples, avec une entrée plus progressive sur le marché du travail, pourrait être intéressante. Et les formateur·ices en entreprise doivent bénéficier du temps nécessaire à leur mission.

Le choix précoce d'un métier renforce les mécanismes de sélection sociale: ce sont les jeunes issus des milieux populaires qui choisissent cette filière en priorité. En même temps, la formation professionnelle peut s'avérer bénéfique pour des personnes ayant eu un passé scolaire difficile, qui parviennent, une fois en apprentissage à trouver du sens à ce qu'elles font, y compris à raccrocher au volet scolaire. Il faut prendre en compte ces deux aspects pour penser le futur de ce système. Et reconnaître aux jeunes le droit de choisir leur voie. I

¹Nadia Lamamra et Jonas Masdonati, *Arrêter une formation professionnelle*, Editions Antipodes, 2010. Lorenzo Bonoli, Jean-Louis Berger, Nadia Lamamra (dir.), *Enjeux de la formation professionnelle en Suisse. Le «modèle» suisse sous la loupe*, Seismo, 2018.